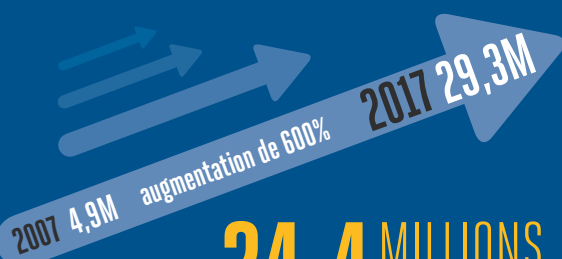


Réformer la fiscalité de la téléphonie mobile en République démocratique du Congo pour soutenir la croissance économique grâce à un cadre fiscal plus favorable

Les services de téléphonie mobile jouent un rôle de plus en plus important pour favoriser et aider le développement, la croissance économique et l'inclusion sociale.

En République démocratique du Congo (RDC), le marché de la téléphonie mobile a connu une croissance rapide ces dix dernières années et il existe toujours un important potentiel de développement de la pénétration. Malgré cette forte croissance, le pays se situe toujours derrière un certain nombre d'homologues régionaux en matière de connectivité



24,4 MILLIONS DE CONGOLAIS CONNECTÉS EN PLUS

64,5% 

de la population reste privée d'accès aux services mobiles

Le coût de possession élevé de la téléphonie mobile en RDC limite le potentiel de croissance supplémentaire en raison du poids de la fiscalité par rapport à d'autres secteurs ou à d'autres pays de la région. L'accessibilité financière limitée des services et appareils portables à accès internet en RDC et la difficulté économique d'installer des réseaux dans les zones rurales est une barrière déployement et de l'adoption des technologies 3G et 4G.

Le marché congolais de la téléphonie mobile offre un important potentiel de croissance supplémentaire...

Taux de pénétration en nombre d'abonnés uniques

35,5%

Taux de pénétration en nombre de connexions

43,4%

68%

...mais le coût élevé des services mobiles constitue un frein à leur adoption...

Le coût total d'un panier de **500 Mo** représente **68%** du revenu mensuel moyen des **40%** de Congolais les plus pauvres (2016)

*Ce chiffre est supérieur au seuil d'accessibilité de **5%** recommandé par la Commission des Nations Unies sur la large bande pour le développement durable et à l'objectif de **2%** visé pour 2025*

5% ----- 2%

...et est une barrière à l'investissement et à la migration technologique

Pénétration des services 3G (nombre total de connexion)

8% 

23% 

seulement des Congolais possèdent un smartphone

14% seulement des Congolais ont accès à l'internet mobile

La fiscalité contribue largement à la barrière du coût et limite les investissements dans la 3G/4G

Poids de la fiscalité totale de la téléphonie mobile dans le chiffre d'affaires du secteur :

31% 

Ce chiffre est élevé par rapport au Nigeria (**9%**), à l'Afrique du Sud (**20%**) ou au Rwanda (**21%**)

Grâce à des réformes politiques, le gouvernement congolais a la possibilité de simplifier et de rééquilibrer la fiscalité du secteur de la téléphonie mobile pour améliorer la productivité de l'ensemble de l'économie et parvenir à une plus grande inclusion numérique et financière

Sauf mention contraire, les chiffres concernent 2017

Impact économique des réformes fiscales

La GSMA a demandé à EY d'évaluer l'impact de trois réformes fiscales potentielles sur le secteur de la téléphonie mobile et l'économie congolaise dans son ensemble, au moyen d'un modèle du secteur congolais de la téléphonie mobile et d'un modèle d'équilibre général calculable (MEGC) de l'économie. Le tableau de synthèse ci-dessous présente un récapitulatif des principaux résultats.

Impact estimé des réductions d'impôts sur une période de cinq ans (2019-2023)

| | Prix des services | Investissements supplémentaires dans l'économie | Nb total de nouveaux abonnés mobiles | Croissance du PIB | Nb total de créations d'emplois | Surcroît de recettes fiscales d'ici 2023 |
|---|-------------------|---|--|-------------------|---------------------------------|--|
| Réduction de 10 à 3% du droit d'accise sur les services mobiles | -5,1% | +119 M\$ | +2,8 M | +276 M\$ | +25 800 | +21 M\$ |
| Réduction de 50% du droit de numérotation, de 0,45 \$ à 0,225 \$ par numéro | -1,5% | +34 M\$ | +0,8 M | +79 M\$ | +7 500 | +6 M\$ |
| Suppression de la taxe sur le chiffre d'affaires des établissements de monnaie électronique | -0,1% | +5 M\$ | +122 000 abonnés supplémentaires à l'argent mobile | +15 M\$ | +1 400 | +2,7 M\$ |

QUEL IMPACT SUR LES RECETTES FISCALES DE L'ÉTAT ?

Ces réformes fiscales s'autofinancent

Les réformes fiscales risquent d'entraîner un coût initial pour l'État la première année, mais elles amélioreront la productivité, ce qui entraînera une augmentation du PIB et des recettes fiscales à moyen terme. Sur une période de cinq ans, le gain budgétaire total devrait atteindre :

- **31 M\$** résultant de la réduction de 10 à 3% du droit d'accise sur les services mobiles,
- **12 M\$** résultant de la réduction de 50% du droit de numérotation, de 0,45 \$ à 0,225 \$ par numéro, et
- **8,5 M\$** résultant de la suppression de la taxe sur le chiffre d'affaires des établissements de monnaie électronique



GSMA HEAD OFFICE
Floor 2, The Walbrook Building, 25 Walbrook,
London, EC4N 8AF, United Kingdom
Tel: +44 (0)20 7356 0600
www.gsma.com

©GSMA 2018